



## 16ème législature

|  |  |  |
|--|--|--|
| <b>Question N° :</b><br><b>3009</b>  | De <b>Mme Josiane Corneloup</b> ( Les Républicains - Saône-et-Loire )                                    | <b>Question écrite</b>   |
| <b>Ministère interrogé</b> > Personnes handicapées   |  | <b>Ministère attributaire</b> > Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique       |
| <b>Rubrique</b> > personnes handicapées  | <b>Tête d'analyse</b><br>>Accessibilité téléphonique des SP pour les personnes sourdes et malentendantes | <b>Analyse</b> > Accessibilité téléphonique des SP pour les personnes sourdes et malentendantes. |
| Question publiée au JO le : <b>08/11/2022</b><br>Date de changement d'attribution : <b>12/01/2024</b><br>Date de renouvellement : <b>03/10/2023</b><br>Question retirée le : <b>11/06/2024</b> (fin de mandat) |  |  |

### Texte de la question

Mme Josiane Corneloup interroge Mme la ministre déléguée auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée des personnes handicapées, sur l'accessibilité téléphonique des services publics pour les personnes sourdes et malentendantes. Il existe aujourd'hui en France une application, Rogervoice, qui assure le centre relais téléphonique lancé par la FFTélécoms et qui permet aux personnes sourdes et malentendantes de passer des appels en choisissant le mode de communication qui leur convient. Il peut s'agir, avec la mobilisation d'interprètes en visio-conférence, de la transcription de texte, de la langue française parlée complétée (LFPC) ou de la langue des signes française (LSF). Entre 2018 et 2022, ce sont ainsi 730 000 appels qui ont pu être passés. Afin de renforcer l'inclusion des personnes sourdes et malentendantes, ce dispositif doit être renforcé avec le soutien des pouvoirs publics. Le dernier comité interministériel du handicap prévoit pour 2023 l'accessibilité téléphonique des services publics. Cette réforme ambitieuse nécessite cependant de relever de nombreux défis : la formation d'interprètes alors que la profession connaît aujourd'hui une grave pénurie, la mise en place de solutions universelles pour l'ensemble des appels et un marché en libre concurrence. Elle lui demande donc quelles mesures le Gouvernement entend mettre en œuvre prochainement pour la réalisation de ce projet.